



**HAL**  
open science

# Culture nationale et antifascisme au sein de la gauche française (1934-1939)

Philippe Poirrier

► **To cite this version:**

Philippe Poirrier. Culture nationale et antifascisme au sein de la gauche française (1934-1939). Antifascisme et nation. Les gauches européennes au temps du Front populaire, EUD, pp.239-247, 1998. halshs-00580762

**HAL Id: halshs-00580762**

**<https://shs.hal.science/halshs-00580762>**

Submitted on 29 Mar 2011

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Source** : Philippe Poirrier, « Culture nationale et antifascisme au sein de la gauche française (1934-1939) » dans Serge WOLIKOW et Annie BLETON-RUGET (Dir.), *Antifascisme et nation. Les gauches européennes au temps du Front populaire*, Dijon, EUD, 1998. p. 239-247.

## **Culture nationale et antifascisme au sein de la gauche française 1934-1939**

En nouant en gerbe les conclusions de travaux récents, il s'agit ici de s'interroger sur les liens entre l'antifascisme et les pratiques et politiques culturelles portées par les courants politiques et associatifs de la gauche française<sup>1</sup>. Nous privilégierons trois entrées : la formalisation du thème de « la défense de la culture », les formes prises par ce travail de définition de la culture et, plus succinctement, l'inscription de cette thématique au sein des stratégies partisans.

### **La défense de la culture**

La mise en avant de la « défense de la culture » est liée à l'évolution de la politique culturelle du parti communiste, elle-même demeurant étroitement assujettie à la ligne générale du mouvement communiste international. A ce titre, le tournant antifasciste du Komintern du second semestre 1934 demeure fondamental.

L'Association des écrivains et artistes révolutionnaires est un lieu intellectuel qui permet de lire les principaux infléchissements. Initialement liée à la nécessité de créer une section française de l'Union internationale des écrivains révolutionnaires, l'association s'ouvre, à partir de 1933, aux « compagnons de route », sans pour autant abandonner la dénonciation de la culture bourgeoise. Le mot d'ordre de « défense de la culture » efface cependant la ligne

---

<sup>1</sup>. Notre communication doit beaucoup, sauf mention complémentaire, à la thèse de P. ORY, *La Belle Illusion. Culture et politique sous le signe du Front populaire. 1935-1938*, Paris, Plon, 1994, 1033 p. Voir aussi, dans le dossier sur l'histoire ouvrière publié par *Historiens et Géographes* dans sa 350<sup>e</sup> livraison (oct. 1995), les contributions de M. AGULHON, Les ouvriers et la République, p. 321-326 ; M. REBERIOUX, Conscience ouvrière et culture ouvrière entre les deux guerres mondiales, p. 219-229 et D. TARTAKOWSKI, Les traditions identitaires du mouvement ouvrier français, p. 327-334.

précédente de « la lutte sur le front culturel ». La revue *Commune*, lancée en juillet 1933, traduit aussi cette volonté de mobiliser les intellectuels contre le fascisme. Après février 1934, le danger fasciste pour la culture est pointé par la revue sans pour autant entraîner une réhabilitation de la culture bourgeoise.

Au 1<sup>er</sup> congrès de l'Union des écrivains soviétiques d'août 1934, Louis Aragon souligne la nécessité d'un mouvement contre la guerre et le fascisme et évoque, pour la première fois, la question de l'héritage culturel national. En juin 1935, la lutte culturelle contre le fascisme, les relations entre culture et nation, la question de l'héritage culturel dominant la réunion à Paris du congrès des écrivains pour la défense de la culture. Paul Vaillant-Couturier peut s'écrier « La culture est en danger » et d'appeler à une politique volontariste dans un large esprit d'ouverture :

« Dans le débat entre la barbarie et la culture se pose pour la culture la question de la conquête de la majorité. C'est la tâche que nous devons entreprendre dès demain si nous voulons que notre œuvre aboutisse à des résultats concrets et durables. Il y va de l'avenir même de la civilisation. Notre tâche, abordons-la dans l'état d'esprit le plus large, avec une inlassable volonté de convaincre, en nous gardant les uns et les autres de l'enthousiasme de néophyte, comme de la déformation du partisan. Offrons à chacun un programme minimum de défense de la culture compatible avec tout ce qui peut encore subsister en lui d'influences du vieux monde <sup>1</sup>. »

A partir de septembre 1936, la revue *Commune* adopte d'ailleurs un nouveau sous-titre « revue littéraire française pour la défense de la culture <sup>2</sup> ». De fait, toute la stratégie culturelle du parti communiste est affectée par le tournant antifasciste de 1934. La question nationale est désormais au centre de la politique culturelle communiste. Significative est la prise de position de Louis Aragon en juillet 1937 au 2<sup>e</sup> congrès international des écrivains pour la défense de la culture : « Je prétends ici démontrer qu'il y a identité entre défense de la culture et défense de la nation ». Lors du débat budgétaire de l'automne 1936, Joanny Berlioz, rapporteur du budget des Beaux-Arts à la Chambre, avait réaffirmé cette homologie : « La défense de la culture est aussi une forme d'une défense nationale bien comprise. » Au comité central du 16 octobre 1936, Paul Vaillant-Couturier est tout aussi explicite : « nous continuons la France. Et c'est

<sup>1</sup>. P. VAILLANT-COUTURIER, La défense de la culture, *Commune*, juill. 1935, n° 23, p. 1260-1263.

<sup>2</sup>. W. KLEIN, *Commune. Revue pour la défense de la culture (1933-1939)*, Paris, Éd. du CNRS, 1988, 230 p. et N. RACINE, L'Association des écrivains et artistes révolutionnaires (AEAR). La revue *Commune* et la lutte idéologique contre le fascisme (1932-1936), *Le Mouvement social*, janvier-mars 1966, n° 54, p. 29-47.

parce que nous continuons la France que nous voulons sauver la culture ». Ce discours est largement diffusé auprès des militants. Une brochure de formation, publiée la même année, en porte témoignage : « Le PC se proclame fièrement l'héritier des richesses culturelles de la France. Il entend les défendre contre la barbarie fasciste. »

Cet infléchissement a des répercussions théoriques de première importance : l'affirmation d'une culture unitaire et patrimoniale conduit au rejet d'une culture prolétarienne et d'une culture populaire spécifiques. Le parti se doit de porter le mouvement de démocratisation culturelle. Écoutons René Blech en juillet 1937 : « il n'y a pas deux cultures, l'une bonne pour le peuple, l'autre digne de "l'élite". Il n'y a qu'une seule culture, à laquelle ont droit les masses laborieuses aussi bien que les intellectuels, les artistes, les techniciens <sup>1</sup> ».

Dans bien des domaines artistiques et culturels on retrouve ce discours antifasciste. Par exemple en mai 1937, la première livraison de *l'Art musical populaire*, bulletin de la Fédération musicale populaire créée en 1935, place son action sous ce thème : « Contre la montée du fascisme, négateur de la culture, le peuple de France a fait front de toutes ces organisations [...] Tous les meilleurs ont répondu présents lorsqu'ils ont été appelés à la défenses de la culture. » La solidarité avec l'Espagne républicaine et la dénonciation des accords de Munich réactiveront la volonté de « défense de la culture ».

Pour les socialistes antifascisme et politique culturelle sont moins étroitement liés. Certes, l'image du fascisme comme négateur de la culture est présente sans pour autant susciter une réponse articulée sur ce terrain. La raison principale est sans doute à rechercher dans un travail de nationalisation de la culture déjà réalisé pour l'essentiel par la SFIO. Les travaux de Christophe Prochasson ont montré combien la première décennie du siècle est à ce titre fondatrice : dans une filiation proche de l'esprit des Universités populaires <sup>2</sup>, les intellectuels socialistes souhaitent rapprocher l'art et le peuple <sup>3</sup>. De plus, les expériences de socialisme municipal ont permis de structurer une première réflexion liée le plus souvent aux modalités de gestion des équipements culturels, notamment les théâtres <sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup>. R. BLECH, Les Maisons de la Culture et les cercles culturels, *Commune*, 1937, n° 47, p. 1406-1407.

<sup>2</sup>. L. MERCIER, *Les Universités populaires : 1889-1914. Education populaire et mouvement ouvrier au début du siècle*, Paris, Éd. ouvrières, 1986.

<sup>3</sup>. C. PROCHASSON, *Place et rôle des intellectuels dans le mouvement socialiste français. (1900-1920)*, Université de Paris I-Panthéon Sorbonne, thèse d'histoire, 1989. 565 p. et C. PROCHASSON, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre. 1900-1938*, Paris, Seuil, 1993, 355 p.

<sup>4</sup>. P. DOGLIANI, *Un laboratoire du socialisme municipal : France 1880-1920*, Université de Paris VIII, Thèse d'histoire, 1991, p. 150-151.

A l'heure du Front populaire, il est difficile de parler d'une politique culturelle de la SFIO. Dans le département de la Seine, étudié par Sylvie Rab, le volontarisme socialiste se manifeste par sa modestie. Certes, au sein de la mouvance socialiste, quelques initiatives peuvent être signalées. Le Comité national des Loisirs créé en 1929 par Albert Thomas, soutenu par Léo Lagrange, se donne comme mission la création de centres de culture générale dans les différentes villes de France en vue d'un double objectif : utiliser les loisirs et développer l'instruction. De même, mai 36 « mouvement populaire d'art et de culture », porté par la gauche de la SFIO, a la volonté de favoriser la popularisation culturelle<sup>1</sup>. A Dijon, la politique culturelle du maire socialiste Robert Jardillier relève aussi d'une logique de démocratisation d'une culture d'excellence. Formulée dans ses fondements dès les années vingt par le leader socialiste dijonnais, musicien et musicologue reconnu, cette politique doit cependant peu à la dynamique propre du Front populaire. Le refus d'une culture populaire spécifique se nourrit de la conviction de l'unité de la culture : il s'agit donc de faire accéder le peuple à la culture des cultivés<sup>2</sup>.

Pour les radicaux-socialistes, imprégnés du modèle républicain, la reconnaissance d'une culture nationale est une évidence. Le vaste chantier de *l'Encyclopédie française*, dirigé par Lucien Febvre traduit pour une part cet état d'esprit. Il reste que le parti radical, faute de réflexions avancées sur le sujet et de structures *ad hoc*, n'envisage pas de formaliser une véritable politique culturelle. Cela étant, il est clair que les valeurs républicaines, lues dans un sens nettement démocratique, sont perceptibles dans l'action multiforme de Jean Zay, ministre de l'Education nationale du gouvernement Blum.

Au plan gouvernemental, cette volonté de démocratisation est bien présente et contribue à fonder la légitimité de l'intervention publique. Pascal Ory n'hésite pas à employer la notion de politique culturelle pour caractériser un volontarisme fondé sur une philosophie d'ensemble (la « popularisation »), porté par l'élargissement des fonctions culturelles et l'approfondissement des responsabilités des pouvoirs publics. Sans être ici centrale la question de l'antifascisme apparaît en filigrane au sujet de certaines questions. Ainsi par exemple, l'organisation des loisirs vise à construire un modèle démocratique qui puisse se démarquer de la caporalisation des loisirs observée au sein des régimes fascistes : à ce titre, l'exemple

---

<sup>1</sup>. S. RAB, *Culture et banlieue. Les politiques culturelles dans les municipalités de la Seine (1935-1939)*, Université de Paris VII-Denis Diderot, Thèse d'histoire, 1994, 759 p.

<sup>2</sup>. P. POIRRIER, *Municipalité et culture au XX<sup>e</sup> siècle : des Beaux-Arts à la politique culturelle. L'intervention de la municipalité de Dijon dans les domaines artistiques et culturels (1919-1995)*, Université de Bourgogne, thèse d'histoire, 1995, p. 45-54 et p. 103-106.

tchécoslovaque est souvent convoqué par la gauche française. A la chambre, à l'automne 1936, Joanny Berlioz propose même la constitution d'un grand ministère de l'Art français pour répondre à une revendication Front populaire : le « pain de l'esprit » auquel le peuple a droit.

L'essentiel pour notre propos est peut-être la rencontre entre ce volontarisme gouvernemental et une embellie associative indéniable qui donne une nouvelle coloration au paysage culturel national. Or dans cette rencontre, le poids de la mouvance communiste est capitale. Cette caractéristique n'échappe d'ailleurs pas à Henri-Irénée Marrou qui le relève en novembre 1936 dans les colonnes de la revue *Esprit* : « L'effort du marxisme officiel pour assurer la direction de la culture détermine l'atmosphère du jour. »

### Réappropriations culturelles

Cette politique culturelle patrimoniale, alimentée et confortée par « la main tendue », permet une véritable réappropriation de la culture nationale. Quelques mesures symboliques frappent les contemporains : la réintégration de *La Marseillaise* et du drapeau tricolore par Jacques Duclos le 14 juillet 1935, la commémoration à Choisy-le-Roi du centenaire de la mort de Rouget de Lisle en juin 1936 <sup>1</sup>, la célébration en 1937 du tricentenaire du Discours de la Méthode de Descartes <sup>2</sup>, ou encore la coloration régionaliste du congrès d'Arles en décembre 1937.

La reconnaissance du folklore s'inscrit dans cette ligne et se matérialise en de multiples modalités depuis « le grandiose défilé des provinces françaises » de la Fête de l'Humanité en 1936 <sup>3</sup> jusqu'à sa prise en compte systématique par la presse régionale du parti à la suite des résolutions de la conférence nationale de Montreuil de janvier 1937 <sup>4</sup>. A Saint-Tropez par exemple, le parti soutient, non sans réticences, la fête, reconnue par le clergé local, de la Bravade et s'expose à l'ironie des socialistes : « quand irez-vous à la messe » demandent

---

<sup>1</sup>. S. RAB, « La commémoration du centenaire de la mort de Rouget de Lisle à Choisy-le-Roi, en juin 1936 » in A. CORBIN. [et al], *Les usages politiques des fêtes aux XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1994, p. 291-304.

<sup>2</sup>. A ce propos, Politzer signale que « Par la célébration du tricentenaire du Discours, c'est la France et l'humanité affirmant leur volonté de défendre résolument la raison contre l'obscurantisme, la civilisation contre la barbarie fasciste ». (cité par Wolfgang KLEIN, *op. cit.*, p. 66).

<sup>3</sup>. N. GEROME et D. TARTAKOWSKI, *La Fête de « l'Humanité », culture communiste, culture populaire*. Paris, Messidor-Éd. sociales, 1988, p. 63-64.

<sup>4</sup>. Pour un exemple : P. POIRRIER, « Les Heures Bourguignonnes » : une relecture communiste de l'histoire locale (1937-1939), *Sources, travaux historiques*, 1991, n° 27, p. 63-79.

ceux-ci <sup>1</sup>. Au total, cette politique permet un élargissement de thématiques déjà présentes de Bobigny à Longwy, de Saint-Denis à Halluin. Au-delà de la rencontre entre le communisme et des communautés ouvrières, dimension essentielle de la culture politique communiste <sup>2</sup>, cette appropriation culturelle offre l'opportunité d'une symbiose possible avec la nation.

Cette politique conduit aussi à de véritables pratiques culturelles de masse qui débordent le simple débat intellectuel. Le mouvement des Maisons de la Culture, issu de l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires, traduit parfaitement cette dynamique. A la suite de la ville de Marseille (25 mars 1936), plus de soixante localités se dotent de maisons de la culture qui mobilisent de nombreux adhérents : 5 000 début 1935, 45 000 en juillet 1936 et plus de 70 000 en février 1937. Dirigée par Louis Aragon, l'association regroupe onze associations spécialisées. Le soutien des pouvoirs publics, les municipalités le plus souvent, demeure cependant essentiel pour la réussite de l'entreprise. A Rouen, alors que la municipalité radicale refuse le Front populaire, la Maison de la Culture, malgré ses 500 membres et ses 5 sections, a du mal à s'implanter réellement au sein de la société culturelle locale <sup>3</sup>.

Cette réappropriation culturelle suscite également un infléchissement sensible de l'usage des associations par le parti communiste. Cette technique, utilisée notamment dans la phase précédant l'ascension au pouvoir municipal, permet aux militants de s'insérer dans le tissu urbain. Dans ce cadre, le recours systématique à la formation d'associations culturelles vise essentiellement à favoriser l'implantation politique et électorale. A partir de 1934, ces associations élargissent leur recrutement au-delà des sphères du parti : de simples supports à l'action propagandiste, elles deviennent recruteuses. Dans la banlieue rouge en construction, Sylvie Rab souligne que le succès, ou non, de cette stratégie est liée à la présence de pratiques culturelles préexistantes dans le monde ouvrier. Ainsi, les tentatives de théâtre ouvrier échouent dans une large mesure. En revanche, les associations musicales et sportives connaissent une embellie certaine et contribuent à fortement structurer la sociabilité locale.

Ce vaste mouvement d'appropriation est un succès qui dépasse les discours des dirigeants du parti communiste et les prises de position des intellectuels proches du Rassemblement

---

<sup>1</sup>. J. GIRAULT. « Socialisme hégémonique et fêtes traditionnelles : l'exemple du Var dans l'entre-deux-guerres » in A. CORBIN. [et al.], *Les usages politiques des fêtes...*, op. cit., p. 237-248.

<sup>2</sup>. Voir la mise au point de M. LAZAR, L'invention et la désagrégation de la culture communiste, *Vingtième siècle, revue d'histoire*, oct.-déc. 1994, n° 44, p. 9-18.

<sup>3</sup>. L. VADELORGE, *Pour une histoire culturelle du local. Rouen : 1919-1939*, Université de Paris IV-Sorbonne, Thèse d'histoire, 1996, p. 928-933.

populaire. L'explication relève sans doute de plusieurs logiques. La dynamique de la victoire politique, les relations entretenues entre le monde ouvrier et les intellectuels au sein d'un large front antifasciste – pensons au rôle moteur du CVIA<sup>1</sup> –, la spécificité de la structure partisane et la qualité militante du réseau communiste ont assurément beaucoup compté.

Certes, l'instrumentalisation par le parti communiste du thème de la défense de la culture ne fait guère de doute. De surcroît, l'engagement des intellectuels antifascistes a renforcé la solidarité inconditionnelle avec l'URSS et a contribué à mettre entre parenthèses les critiques sur son régime intérieur<sup>2</sup>. Cela dit, cette large et rapide appropriation sociale peut nous laisser entrevoir combien le monde ouvrier n'était pas totalement étranger à une culture nationale intégrée au modèle républicain, largement diffusée par l'école primaire. Les attitudes ouvrières face à la Grande Guerre l'avaient déjà montré<sup>3</sup>. Le Front populaire signale combien la greffe spécifiquement bolchevique est restée superficielle ; fragilité encore accentuée par l'afflux massif des nouveaux militants de la génération 1936.

### **De l'antifascisme à la stratégie frontiste**

Le tournant de 1934, articulé autour de l'antifascisme, a alimenté une véritable embellie culturelle. La stratégie de réappropriation culturelle, portée par les réseaux communistes, a permis une très large inscription sociale et a contribué à susciter de nouvelles pratiques culturelles, sans pour autant remettre en cause les cultures ouvrières dans leur diversité. Dès lors, l'intervention volontariste du gouvernement Blum dans les domaines artistiques et culturels a bénéficié de ce contexte, ce qui a somme toute conforté la ligne de la démocratisation culturelle.

Cela étant, l'opportunité de l'engagement culturel s'est vite posée au parti communiste comme à la SFIO. Une crainte commune se manifeste au sein des deux principaux partis de la gauche : le culturel ne doit pas primer sur l'action politique. A ce titre, la stratégie culturelle

---

<sup>1</sup>. N. RACINE, Le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (1934-1939). Antifascisme et pacifisme, *Le Mouvement social*, 1978, n° 101, p. 87-114.

<sup>2</sup>. N. RACINE, Une cause : l'antifascisme des intellectuels dans les années trente, *Politix*, 1992, n° 17, p. 79-85?

<sup>3</sup>. J.-J. BECKER, 1914. *Comment les Français sont entrés dans la guerre. Contribution à l'étude de l'opinion publique (printemps-été 1914)*, Paris, PFNSP, 1977 ; et J.-L. ROBERT, *Les ouvriers, la patrie et la révolution, Paris, 1914-1919*, Paris, Les Belles Lettres, 1995.

des nouvelles jeunesses communistes est vigoureusement critiquée au cours de la conférence du PCF de Gennevilliers en 1938. De même en janvier 1936, à Dijon, le parti communiste fait de l'instauration de fêtes populaires un élément moteur de la construction d'un comité local de Front populaire. La municipalité socialiste, au pouvoir depuis les municipales de 1935, choisit de relancer des fêtes carnavalesques en prenant soin d'éviter le contrôle de la manifestation par les communistes. Les réseaux communistes sauront cependant se mobiliser dans le cadre des comités de quartier et des syndicats. Si les chars reflètent la permanence de la thématique antifasciste, c'est plutôt la défense des acquis du Front populaire qui domine quantitativement<sup>1</sup>. Dans une perspective proche, René Auffray, ancien des jeunesses communistes devenu pupiste, responsable du Jeune Campeur de Clichy souligne le poids des priorités dans la lutte antifasciste : « Ce n'est pas seulement en faisant des fêtes et du camping que nous vaincrons le fascisme. [...] Par des réunions et des manifestations nous prouverons que nous ne sommes pas mûrs pour la dictature fasciste. C'est cette bataille que l'on doit placer au premier rang. »

La commémoration du 150<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution française peut aussi se lire dans cette perspective. Face à la frilosité remarquée des pouvoirs publics malgré le maintien à l'Education nationale de l'équipe Jean Zay – Georges Huisman et face à la paralysie montante d'une SFIO travaillée par de fortes dissensions internes, seul le PCF porte avec continuité une volonté commémorative. Pour ce dernier, la référence à la Révolution française est opératoire depuis le fondateur 14 juillet 1935 et a grandement contribué à faciliter la réintégration patrimoniale du mouvement communiste français. De Paix et Liberté aux Maisons de la Culture, c'est l'ensemble du réseau communiste qui se mobilise pour déployer un dispositif multiforme : fêtes, défilés, expositions, brochures et ouvrages signalent combien, comme le soulignait Jean Bruhat dès janvier, « toute la politique du parti est dominée, en cette année 1939, par le souvenir de la Révolution française ». Le message est double : l'actualité de la Révolution française et la place du PCF comme héritier légitime. La lutte nationale demeure la priorité. La question sociale s'efface devant la lutte nationale et l'attitude de la droite renvoie à Coblenche, symbole réactivé de la trahison. Certes l'antifascisme demeure bien présent au travers du prisme commémoratif et fonctionne comme un jeu d'antagonismes relevé par Roger

---

<sup>1</sup>. P. POIRRIER. « "Le retour de la Mère folle" et des fêtes carnavalesques à Dijon (1935-1939). Politique culturelle, sociales ou économique ? » in A. CORBIN [et al], *Les usages politiques des fêtes aux XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1994, p. 377-389.

Martelli : civilisation contre barbarie, lumières de la raison contre ténèbres de l'obscurantisme, nation contre race, fraternité contre racisme, liberté contre trahison nationale. De même, en juin 1939, Politzer rappelle dans les colonnes de la *Correspondance internationale* combien la commémoration révolutionnaire est « le plus large rassemblement antifasciste ». Au plan de la stratégie politique, l'essentiel nous semble cependant être la volonté de perpétuation de « l'unité d'action » et des mots d'ordre du Front populaire <sup>1</sup>. Daladier choisit de répondre par la grande Revue militaire du 14 juillet 1939. La fascination possible pour les parades guerrières des pays fascistes, l'ouverture du pouvoir vers la droite et la prégnance du contexte international font oublier la prise de la Bastille. Au soir de ce 14 juillet, le Front populaire était déjà bien loin <sup>2</sup>. Pour conclure, il est souhaitable de mesurer l'impact du Front populaire dans le cadre d'une double chronologie : au temps court, celui de la brève expérience politique du rassemblement, marqué par l'antifascisme et la stratégie frontiste, il convient d'ajouter une postérité, constituée de mythes, de mémoire, d'héritages et surtout de pratiques politiques et culturelles, qui se déploie sur deux générations.

En premier lieu, le changement de stratégie communiste, étroitement liée à la question de l'antifascisme, alimente une large réappropriation de la culture nationale par le PCF, qui dès lors défend avec force son inscription nationale. Cette inflexion se matérialise en de multiples modalités qui colorent pratiques et politiques culturelles, festives et commémoratives. La thématique de la « popularisation » culturelle se déploie et rencontre à la fois les convictions de la SFIO et une pratique gouvernementale volontariste. Deux temps distincts nous semblent cependant rendre compte de la politique communiste : le primat de l'antifascisme, essentiel de 1934 à 1936, laisse bientôt la place, sans pour autant s'estomper totalement, à la stratégie frontiste.

A plus long terme, l'inflexion communiste marquera durablement le paysage culturel français. Au plan des références intellectuelles, le PCF sera le seul parti politique à porter une vision construite et cohérente de la politique culturelle jusqu'à l'aube des années soixante-dix. Bien plus, les choix opérés au moment du Front populaire peuvent être considérés comme

---

<sup>1</sup>. S. WOLIKOW, « La spécificité du parti communiste français » in J.-P. AZEMA, A. PROST et J.-P. RIOUX [dir.], *Le parti communiste français des années sombres. 1938-1941*, Paris, Seuil, 1986, p. 189-197.

<sup>2</sup>. Voir notamment : P. ORY, *Une nation pour mémoire. 1889-1939-1989 : trois jubilés révolutionnaires*. Paris, PFNSP, 1992, p. 165-195 et R. MARTELLI. « Héritiers de la Révolution française » in J.-P. AZEMA, A. PROST et J.-P. RIOUX [dir.], *Le parti communiste français des années sombres, op. cit.*, p. 198-204.

fondateurs : le primat de la démocratisation d'une culture d'excellence, la relation privilégiée entre le politique, l'intellectuel et le créateur, l'abandon d'une culture prolétarienne spécifique, sans oublier le poids souvent fondamental des réseaux communistes au sein des mondes des arts et de la culture.

Il n'est pas non plus indifférent de noter que deux décennies plus tard, un écrivain, jadis compagnon de route et combattant de l'antifascisme, rentré en gaullisme pendant les combats de la Résistance n'oublia pas cette filiation au moment de fixer les missions du jeune ministère des Affaires culturelles. Par le décret du 24 juillet 1959, André Malraux réinterprète incontestablement la figure d'une « popularisation culturelle » étroitement liée à la question nationale : « Le ministère des Affaires culturelles a pour mission de rendre accessibles les œuvres capitales de l'humanité, et d'abord de la France, au plus grand nombre possible de Français ; d'assurer la plus vaste audience à notre patrimoine culturel, et de favoriser la création des œuvres d'art et de l'esprit qui l'enrichissent. »

Philippe Poirrier  
Université de Bourgogne  
Centre Georges Chevrier

